

	Motion C	M. Aubry L. Fabius D. Strauss-Kahn	F. Hollande B. Delanoë	S. Royal
Politique monétaire	La BCE doit baisser les taux pour détendre les conditions de refinancement sur le marché interbancaire	- Fabius pour une baisse des taux	?	Plutôt pour lancer le débat monétaire pendant la campagne présidentielle
Politique budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement des fonds structurels européens financé par un emprunt lancé par la BEI - Politique de relance¹ autorisée dans tous les pays de l'Eurogroupe face à la récession - Révision du pacte de stabilité pour financer la relance par l'emprunt² - Affectation de la cagnotte fiscale au désendettement à proximité du plein-emploi (ex- : contre l'affectation de la « cagnotte fiscale » aux baisses d'impôts Fabius en 2000) 	<ul style="list-style-type: none"> - Fabius pour l'emprunt européen - Aubry et les DSK : pas de marges de manœuvre budgétaires nationales compte tenu de la dette, respect du pacte. 	<ul style="list-style-type: none"> - La dette publique pèse sur les générations futures - Moscovici favorable au pacte de stabilité 	La dette publique pèse sur les générations futures et il faut réformer l'Etat jacobin et centralisateur
Politique fiscale	<ul style="list-style-type: none"> - Serpent fiscal européen - Fusion CSG-IR-Progressivité de l'IR - Révision des niches fiscales - IS progressif et modulé en fonction de l'utilisation des bénéfices - Remplacement des cotisations patronale par une CVA - Baisse de la TVA - Fiscalité écologique - Réforme de la fiscalité locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Aubry pour la modulation de l'IS et pour la CVA - Fabius dit avoir changé d'avis sur l'IR - Les DSK étaient favorables à la TVA « sociale » - DSK avait aménagé une fiscalité particulièrement favorable aux stocks options 	Accord avec nous de Hollande sur de nombreux points	<ul style="list-style-type: none"> - Débat fiscal jugé inopportun pendant la campagne présidentielle - Attention, Piketty toutefois favorable à certaines de nos positions (progressivité de l'IR)
Retraites	<ul style="list-style-type: none"> - Refus de l'allongement de la durée de cotisation - Elargissement de l'assiette des cotisations (VA, stock options...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte de la pénibilité des métiers³ - Les DSK étaient jadis favorables aux fonds e pension - Ceux-ci sont l'extension de l'épargne salariale introduite par les fabusiens après la publication du 	Prise en compte de la pénibilité des métiers	« Pas de tabous » (<i>dixit</i> Walls) pour allonger la durée de cotisation

		rapport Balligand-Foucault en 1999		
Politique salariale	Indexation des salaires sur l'inflation et les gains de productivité	- Fabius pour les hausses de SMIC - Aubry pour les « baisses de charges » conditionnées aux hausses de salaires ⁴	« Baisses de charges » conditionnées au hausses de salaires	Hausses de salaires jugées démagogiques après la campagne présidentielle
Politique de l'emploi	- Primauté du CDI - Poursuite de la RTT - Suppression de la PPE	- Vive la flexicurité (implique un assouplissement du CDI) - Vive la PPE créée par Fabius	- Vive la flexicurité - Vive la PPE	- Contre la RTT - Piketty pour l'abaissement du coût du travail - Vive le RSA et la PPE
Lutte contre la pauvreté	- Remplacement de la PPE et du RSA ⁵ par un abattement sur la première tranche marginale d'imposition dans le cadre de la fusion UR-CSG pour redistribuer inconditionnellement vers tous les pauvres - Augmentation des minima sociaux - Non au RSA	RSA sans bouclier fiscal	RSA sans bouclier fiscal	RSA sans bouclier (Hirsch fut proche de Royal mais Piketty est toutefois critique sur le RSA)
Politique industrielle et commerciale	- Extension du secteur public financier et industriel - Aménagement du territoire <i>versus</i> pôles de compétitivité (engendrant des inégalités territoriales) .Préférence communautaire - Révision de la parité euro/dollat	- Fabius contre l'euro cher - Les DSK pour le libre-échange	.L'internationalisme est assimilé au libre-échange chez H- Désir et B- Soulage - L'euro cher n'est pas un problème, regardez l'Allemagne !	Vive les pôles de compétitivité et l'autonomie des universités

¹ Ceux qui pensent encore que l'expérience de 1981-83 condamne toute tentative de relance se trompent d'époque. La politique menée par la droite depuis 2002 se solde par un déficit commercial proche de 50 milliards d'euros, soit deux fois plus qu'en 1982, sans que la droite ne songe à changer de politique pour cause de contrainte extérieure... La différence est que nous n'avons ni à dévaluer ou à soutenir le franc car nous sommes dans l'euro. Par contre, l'ajustement se fait par le chômage, car l'emploi fait les frais de la panne de consommation, d'investissement et de compétitivité de notre pays.

² Le paquet fiscal a d'ailleurs été financé par la droite par l'emprunt. Nous proposons d'en redéployer les 15 milliards vers des dépenses porteuses d'avenir (investissement, recherche, santé, éducation...).

³ Ce slogan, si on le prend au sérieux, signifie une différenciation des durées de cotisations selon les métiers. Ceci revient à instaurer des régimes spéciaux partout, ce que proscrivaient il n'y a pas si longtemps les inventeurs de ce slogan. A propos de la prise en compte de la pénibilité, nous disons pour notre part pourquoi pas, d'autant que nous avons été les seuls à avoir défendu les régimes spéciaux des cheminots là où d'autre, au nom de l'équité, voulaient abolir les aligner sur le régime général ...

⁴ Cette proposition est particulièrement démagogique et aberrante. La « baisse des charges » a initialement pour but de réduire le coût du travail, supposé être, pour les promoteurs de cette mesure, le principal obstacle à l'emploi. Si l'on baisse les charges tout en augmentant les salaires, le coût du travail ne baisserait donc pas et la mesure devient alors une usine à gaz. Celle-ci est d'autant plus toxique qu'il faudra financer la baisse des cotisations sociales par un prélèvement que ne supporté exclusivement par les ménages (puisqu'on ne veut pas alourdir les « charges des entreprises ». Il faudra alors augmenter la CSG ou la TVA, ce qui annulera les effets de la hausse des salaires...

⁵ Nous proposons de supprimer la PPE et le RSA, qui sous-entendent que le chômage est du au fait que les chômeurs ont choisi dans leur majorité e ne pas travailler, ce que nous contestons. En dehors des 18 000 fraudeurs que l'ANPE radie tous les ans, le chômage est essentiellement involontaire. Le niveau de l'emploi est avant tout conditionné à l'investissement, dont la panne est en grande partie due aux mauvais choix de la droite. Pour lutter contre la pauvreté, nous proposons de remplacer la PPE et le RSA par un abattement sur la première tranche d'imposition, dans le cadre de la réforme fiscale que nous proposons (fusion de l'IR avec la CSG). Ceci revient concrètement à exonérer de CSG tous les pauvres, qu'ils soient en situation d'emploi (souvent précaire) ou exclus. L'effet redistributif est d'une ampleur supérieure à celui procuré par la PPE (le montant perçu par les plus modestes est plus important). La cour des comptes avait d'ailleurs critiqué le faible impact sur l'emploi et le caractère peu redistributif de la PPE. Pour un argumentaire détaillé contre le RSA, voir la tribune de Hamon et Hoang-Ngoc dans les Echos du 8 septembre.